

Le gouvernement d'Australie n'a qu'une voix de majorité (Lire en page 2)

Vichy prend de nouvelles mesures contre Juifs et étrangers

Un régime d'exception les frappera — Ils devront travailler pour leur subsistance, aux ordres de l'Etat — Interdiction aux Juifs des professions libérales et du journalisme — La Russie médite un nouveau coup en Finlande — Le blé canadien l'intéresse fort

SERAIT-CE POUR TENTER D'EN ENVOYER EN ALLEMAGNE ?

La période des bombardements se prolonge, tant en Allemagne que dans le nord de la France et en Angleterre. Les Allemands prétendent avoir mis au point de nouvelles tactiques de raids aériens, plus effectives. De leur côté, les Anglais disent avoir découvert une nouvelle arme contre les avions du Reich, arme sûre et peu coûteuse, et aussi de nouveaux procédés de défense antiavions. Dans les Balkans, la Roumanie adopte de plus en plus les méthodes nazistes. On y signale l'enlèvement par un groupe de jeunes gens, — visiblement apparentés aux Gardes de Fer, qui furent un temps proscrits en Roumanie, mais qui ont maintenant main haute jusque dans le ministère nouveau, — d'un Anglais jusqu'ici directeur de la plus grande entreprise de pétrole en territoire roumain, l'"Astra Romana", sous contrôle étranger, jusqu'en ces dernières semaines. La Russie médite, à ce qu'on sait, quelque nouveau coup du côté de la Finlande; celle-ci pourrait bien avoir d'ici peu de temps le sort final de l'Estonie, de la Lituanie et de la Lettonie, ces trois petites républiques baltes contraintes, contre le gré de la masse de leurs habitants, de réintégrer leur ancienne place en Russie, dont elles étaient sorties pour acquérir leur autonomie, à la suite de la paix de Brest-Litovsk imposée à Moscou par Berlin, en mars 1918, peu de temps après la prise du pouvoir par les Bolchevistes, en Russie impériale. Berlin vient de donner de force à la Norvège occupée un conseil de quinze alliés à sa dévotion, sous la direction du commissaire Terboven, censé détenir le pouvoir depuis la déposition par le Reich du roi Haakon, qui a dû passer à l'étranger après la vigoureuse résistance de sa petite armée aux entreprises de l'Allemagne, du côté d'Oslo. On signale de France une nouvelle législation contre les Juifs et les réfugiés en territoire sous la juridiction de Vichy. Le gouvernement central d'Australie n'a plus qu'une seule voix de majorité et M. Menzies est incapable de diriger le pays de façon stable. Au Canada, on apprend que les Soviets voudraient se procurer du blé canadien à même notre excédent considérable.

LES EVENEMENTS EN FRANCE

Tandis qu'on signale une forte affluence d'Allemands de tout ordre en France occupée, où la vie est plus ou moins normale, sous l'occupation et sous cette immigration passagère qui change la face même de Paris, la partie du territoire français sous le régime Pétain tente de vivre sa vie aussi librement qu'il se peut, dans des circonstances qui ne lui sont pas favorables. Le ministère chargé d'administrer cette région, comprenant les deux cinquièmes environ de l'ancien territoire français, vient de nommer, après avoir choisi un nouvel ambassadeur auprès des Etats-Unis, M. Henry-Haye, dont la situation à Washington reste délicate, deux nouveaux ambassadeurs, l'un à Madrid et l'autre à Rome. François Piétri prend la succession du maréchal Pétain lui-même, à Madrid, auprès du gouvernement de Franco; et Léon Bérard remplace André François-Poncet à Rome, près le régime mussoliniste; Wladimir d'Ormesson, autrefois du "Figaro" et qui fut aussi du corps diplomatique, jadis, restant accrédité auprès du Vatican. François Piétri, fit de la politique par accident, aux dernières années de la IIIe République; il est d'origine corse, sa famille étant l'une des plus connues de cette île que convoite maintenant l'Italie. C'est un historien et un écrivain en vue qui fut l'un des collaborateurs du maréchal Lyautey au Maroc et s'occupa aussi de finances publiques. Léon Bérard, de son côté, est un humaniste en vue, lui aussi quelque temps égaré dans la politique, où il fut ministre; il négocia l'accord français avec l'Espagne dès après la victoire de Franco. Ces deux ambassadeurs de grande valeur personnelle auront pour mission de suivre les événements italo-espagnols, notamment de renseigner Vichy sur la part éventuelle de Madrid et de l'Espagne dans la politique germano-italienne. On rappelle que malgré les entretiens de son entreprenant beau-frère, Serrano Suner, ministre de l'intérieur en Espagne, avec Ciano et Ribbentrop, le général Franco en tient toujours pour la neutralité de son pays, qui reste en réalité incapable de se lancer dans la guerre pour y prendre une part active. On ne sait encore si l'Espagne permettra ou non aux armées des pays de l'Axe de traverser son territoire et de s'en servir comme base d'attaque contre Gibraltar.

La situation des étrangers résidant en France libre, ou qui y sont réfugiés depuis quelques mois, se complique, de même que celle des Juifs. Une série de décrets récents du régime Pétain affecte en particulier ces catégories. Quant aux étrangers de sexe masculin, de 18 à 55 ans, le ministère de Vichy leur impose, puisqu'ils ne peuvent retourner dans leur pays d'origine, de se mettre à la disposition du ministère de la production industrielle. Il en formera des équipes affectées au travail un peu partout. Leurs familles recevront des allocations de subsistance. Cette mesure atteindra en particulier des Tchèques, des Polonais et des Espagnols, ceux-ci passés en France au cours de la guerre civile dans leur pays et qui hésitent à rentrer chez eux par crainte de se faire tenir compte, de la part de Franco, de leurs sympathies "rouges". En même temps que le gouvernement de Vichy sévit contre Pierre Cot, réfugié aux Etats-Unis, le prive de ses droits de citoyenneté, de ses biens, etc., confisqués au profit de l'Etat, il a fait arrêter l'ancien ministre Pomaret, ainsi que l'un des intimes de Léon Blum, Maurice Montel, et les a fait écrouer, ajoutant à la liste des arrestations politiques

récentes, à laquelle figurent déjà Daladier, Reynaud, Gamelin, d'une part, et plusieurs politiciens juifs de l'autre, dont Blum, Mandel, Grumbach, Moch, ces deux derniers comparses de Blum et qui tinrent un rôle de premier plan lors de son gouvernement de Front Populaire, si désastreux pour les intérêts français. Un tout récent décret atteint en particulier les Juifs, assimilés ou non, qui vivent en France libre. On croit qu'il leur interdit les professions libérales, la pratique du journalisme; ce décret pourrait bien s'étendre à toute la France, dans la partie occupée de laquelle les Allemands exercent déjà des mesures de rigueur contre les Juifs. Les réfugiés juifs en France libre, qui se déclarent incapables de retourner dans leurs pays d'origine, quittés récemment, devront s'enregistrer et sont menacés d'un régime d'exception.

ÇA NE VA GUERE, EN AUSTRALIE

Si ce pays des antipodes veut continuer à fond son effort de guerre, il devra se donner un nouveau gouvernement, plus stable que le présent et groupant des ministres des différents camps politiques. En effet, à la suite des élections générales du 21 septembre dernier, dont on ne vient que de connaître l'exact résultat, le ministère Menzies, qui avait demandé au pays de lui faire confiance, se trouve dans une impasse, pour des raisons d'ordre intérieur assez éloignées de la conduite de la guerre. M. Menzies ne peut plus gouverner le pays de façon stable, à cause de son absence de majorité réelle. En fait, le gouvernement Menzies, qui groupait 42 voix contre l'opposition 32, avant l'élection, n'a plus que 38 voix contre les partis oppositionnistes, 36. Deux voix de majorité dans une Chambre de 74 députés, cela ne lui permet pas de marcher avec des chances raisonnables de devoir durer. Quand il aura choisi le président de la Chambre, il se trouvera à n'avoir plus qu'une seule voix de majorité. Le vote des soldats d'outre-mer a assuré l'élection de plusieurs adversaires du ministère Menzies. De là l'équilibre tout à fait périlleux de ce régime. Le groupe ministériel, où il y a 24 députés du parti "Australie-unie" et 14 du parti agraire, forme lui-même un bloc de 38 voix plus ou moins durable, tandis que dans l'opposition il y a 32 députés travaillistes et 4 travaillistes indépendants, soit 38 contre 36. En fait le groupe travailliste est numériquement le plus fort, — 32 contre 24 au parti de l'Australie-unie. Cette situation paraît à peu près inextricable, à moins que le bloc travailliste ne veuille collaborer avec le groupe Menzies. Celui-ci recherche une solution, qu'il tentera d'atteindre à une conférence des chefs de groupes, à Melbourne, après-demain. Les travaillistes se sont déclarés pour la participation à la guerre, mais d'une autre manière et selon d'autres procédés, assez vagues encore. L'important, pour Londres, c'est que, quel que soit le parti au pouvoir, il n'y ait aucune solution de continuité dans l'effort de guerre australien, déjà considérable, eu égard au fait que la population du pays n'est que de 7 millions au maximum. Pendant la dernière guerre, l'Australie qui refusa la conscription, envoya 240,000 soldats de réelle valeur militaire, en Europe et dans le Proche-Orient. La marine de guerre australienne n'est pas encore très forte, mais elle se compose d'unités bien équilibrées. Et le "Sydney", croiseur australien, envoya par le fond le plus rapide des croiseurs italiens, en Méditerranée, il y a quelques semaines.

CANADA ET RUSSIE

Tandis que le Japon achète encore au Canada du cuivre, surtout en Colombie canadienne, la Russie s'intéresse pour sa part au blé canadien. Il y a en effet chez nous des réserves considérables de cette céréale; et l'on ne sait pas très bien comment, dans les circonstances, on réussira à écouler à bon prix les surplus déjà accumulés dans l'Ouest, qui fait face, ces semaines-ci, à une nouvelle récolte dépassant considérablement la normale. La Russie, productrice elle-même de blé, en temps normaux, aurait fait le projet, selon des dépêches d'Ottawa et de New-York, d'offrir aux producteurs canadiens 60 cents le boisseau de leur blé, pour une première quantité de 5 millions de boisseaux, à livrer au plus tôt. Jusqu'ici la Russie n'a pu obtenir de notre blé. Elle a dû dernièrement acheter près d'un million de boisseaux de blé américain, qu'elle a fait expédier vers Vladivostok, d'où il est passé on ne sait où, — on se demande si, tout au fond, il n'aurait pas pris, par voies détournées, le chemin de l'Allemagne, dans le temps à peu près incapable de se ravitailler à fond en Roumanie. Depuis, les événements ont changé et la Roumanie est dans le poing de l'Allemagne. A ce que l'on apprend maintenant, Moscou tâcherait d'acheter en Amérique du Nord de nouvelles cargaisons de blé; d'autant que, selon de récentes informations, la récolte de blé russe sera tout juste suffisante cette année pour les besoins du pays, qui sera dans l'incapacité de ravitailler à même ce qu'il en produit une Allemagne désireuse de remplir ses greniers en prévision de l'avenir. Le gouvernement canadien n'a pas encore été saisi d'une proposition russe, à ce que l'on sait; et s'il en est saisi, il hésiterait vraisemblablement à l'accepter, tant à cause du prix offert qu'à cause de ce que Moscou ne sera pas en état de lui donner la garantie ferme qu'au fond cela ne serait pas pour le compte de Berlin. Jusqu'ici le gouvernement canadien s'est toujours gardé de traiter avec Moscou, agent déguisé du Reich. Il ne saurait prendre trop de précautions de ce côté. — G. P.